



Amougou Belinga n'en a pas fini avec les cadres de la DGI qui lui réclament le paiement de la dette fiscale du groupe l'Anecdote évaluée à 17 milliards de francs CFA. Après l'arrestation de Emilienne Mvogo, la responsable du centre régional des impôts du Centre dans des conditions rocambolesques. l'étau se resserre sur trois autres hauts fonctionnaires de cette institution de l'Etat. L'information est révélée par le journal Kalara dans sa livraison du 30 mai 2022.

Les huit autres fonctionnaires entendus à deux reprises par la justice dans cette affaire de tentative de corruption, d'abus d'autorité et de concussion ont perdu le sommeil. Après le sort peu glorieux réservé à leur collègue Mvogo, ils savent qu'ils peuvent à tout moment se retrouver à Kondengui.

Il s'agit de : Odi Joseph, Chef de Division des Enquetes et du Contrôle Fiscal à la Dgi; Mvogo Eméline, Chef de Centre Régional des Impots du Centre ; Mohamdou Tidiani, Inspecteur Vérificateur au Centre Spécialisé des Impots des Professions Libérales et l'Immobilier à Yaoundé ; Dai-awe Pauline épouse Tabouli, Chef du Centre Spécialisé des Impots des Professions Libérales et de l'Immobilier à Yaoundé, Languel Devert, Inspecteur vérificateur au Centre Spécialisé des Impots des Professions Libérales et de l'Immobilier à Yaoundé ; Amadou, Chef de la Division du Contentieux à la Dgi; Amia Mounamba Gérard, Chef de Cellule du Contentieux au Centre Régional des Impôts du Centre. Ngono Marguerite Edwige épouse Ngwem II, Chef de la Brigade de contrôle et de la Vérification du Centre Spécialisé des Impôts

des Professions Libérales et d'Immobilier à Yaoundé.

Absence de preuve

Amougou Belinga s'est-il montré plus concret la semaine dernière dans ses accusations devant le juge d'instruction au moment de la confrontation ? C'est ce que laisse supposer la décision de faire incarcérer le chef du Cric 1. Et pourtant, des sources proches de l'enquête continuent de clamer que «le dossier est vide». Une source très introduite dans le milieu judiciaire considère que la mise aux arrêts de Mme Mvogo Emelyne «participe d'une mise en scène» concoctée pour «sauver la face de l'homme d'affaires qui est en grande difficulté avec l'administration fiscale, en humiliant un responsable de la DGI».

Cet interlocuteur de Kalara en veut pour preuve le scénario de l'interpellation du chef du Cric 1. «Tout a été fait pour qu'elle reste le plus longtemps possible en prison même si le dossier évolue autrement après. Cela permet d'entretenir l'image de terreur dont jouit M. Amougou Belinga auprès des juridictions de Yaoundé», dit la source de Kalara.

La convocation de Mme Mvogo Emelyne pour son dernier rendez-vous le 19 mai 2022 avec le juge d'instruction lui est parvenue la veille dans l'après-midi, presque dix jours après la série des auditions des huit inculpés de l'affaire les 8 et 9 mai. Le chef du Cric 1 a été convoquée toute seule pour la confrontation, alors que la plainte de M. Amougou Belinga avait distinctement ciblé toutes les personnes mises en cause. C'est une précaution qui aurait facilité les choses, selon divers observateurs, en permettant au juge d'instruction de poser rapidement son acte pour éviter toute intervention efficace en faveur de l'inspecteur des impôts. L'idée d'une interpellation arbitraire ne rode pas bien loin. Et pour l'instant, les sources de Kalara ignorent si les 7 autres fonctionnaires inculpés dans cette affaire sont aussi convoqués pour une éventuelle confrontation avec le plaignant.

«Devant le juge correctionnel (le TPI), explique une source sous anonymat, sauf en cas de flagrant délit, le principe, c'est la poursuite libre. Le juge d'instruction avait la possibilité de demander que le chef du Cric 1 présente des garants ou paye une caution pour assurer sa représentation future en justice, s'il en doute. Rien de tout ça n'a été fait. Ils étaient pressés de l'envoyer en prison en sachant que trois jours non-ouvrables arrivent successivement et qu'il est légalement impossible dans ces conditions d'obtenir une remise en liberté. Les choses sont allées très vite pour cela. Pendant ce long week-end, certains médias vont faire du bruit et saper le moral non seulement des autres inculpés, mais aussi des autres responsables des impôts qui se disent, dès lors, devant la tournure des choses, que tout peut leur arriver et se mettre à paniquer. Ils ont parfaitement réussi ce montage qui est bien connu dans les milieux judiciaires.»

Ref: Kalara